

« Pour 2012, les Français sont en attente de sens, d'éthique, de vérité »

Entretien avec Martine Aubry*

(*Le Monde*, 3 mars 2011)

réalisé par Françoise Fressoz et Olivier Schmitt

On attendait le projet socialiste pour le début du mois d'avril. Les difficultés de Nicolas Sarkozy autant que la compétition interne au sein du parti socialiste (PS) poussent Martine Aubry à hâter le pas. La première secrétaire du PS annonce dans *Le Monde* les trois grands volets de ce projet qui vise à changer la société. Il faudra du temps, précise-t-elle pour le mettre en oeuvre, mais les priorités de 2012 sont déjà arrêtées : emploi des jeunes, nouveaux moyens pour la police et la justice, nouvelle étape de décentralisation et mise en oeuvre de la réforme fiscale. Parallèlement M^{me} Aubry préface *Pour changer de civilisation*, un livre qui réunit la contribution de chercheurs et intellectuels. Dix jours après l'offensive de Dominique Strauss-Kahn, la première secrétaire marque son territoire.

Pourquoi ce livre avant les élections cantonales ?

Nous avançons à grands pas dans l'élaboration de notre projet. Tous les quinze jours, je réunis les dirigeants du PS pour en discuter. Il est pratiquement prêt. Notre projet a la particularité d'avoir été construit, pendant deux ans, à l'écoute des préoccupations des Français, en rencontrant les syndicats, les associations et en menant ce travail intense avec les intellectuels. Avant d'écrire nos propositions, il était impératif de réunir des regards croisés sur une société complexe. C'est le sens de ce livre.

L'expertise avait-elle été insuffisante en 2007 ?

Le travail de réflexion avait manqué ; j'en prends ma part de responsabilité. Il est d'autant plus nécessaire que les Français, pour 2012, sont en attente de sens, d'éthique, de vérité. Nous ne sommes pas seulement confrontés à une crise économique et sociale, mais à l'échec d'un système global.

Le libéralisme financier nous a conduits dans le mur : la compétitivité se dégrade, les inégalités sociales se creusent, la crise morale est réelle, plus personne ne croit dans l'avenir. C'est pourquoi la réponse de la gauche doit être ce que j'ai appelé une offensive de civilisation : elle doit proposer une autre société fondée un autre modèle de croissance.

Cela suppose de rompre avec la logique du tout avoir qui enrichit une minorité jamais rassasiée, d'affirmer clairement qu'une partie importante des ressources doit être consacrée au mieux être collectif, de favoriser par l'innovation la transition écologique. La gauche est d'autant plus attendue sur ce terrain que le bilan de Nicolas Sarkozy est terrible. Il a introduit de la concurrence partout, et, notamment, entre les catégories sociales, les salariés, les générations, oubliant ce qu'était le sens de l'intérêt général. Il est à l'origine de pratiques qui rétrécissent le pays et l'enlisent dans un pessimisme bien plus profond qu'ailleurs. En observant sa politique, les Français se disent : "Ceux qui ont tout continueront d'avoir toujours tout". En observant la façon dont le président se

comporte, comment il a tenté d'installer son fils à la présidence de l'EPAD à la Défense, comment il tolère les conflits d'intérêt au sein de son gouvernement, ils se disent "eux peuvent tout se permettre". C'est destructeur.

Concrètement, que proposez-vous ?

Notre projet s'articule autour de trois idées forces. D'abord, le redressement de la France - car sans croissance on ne peut rien -, fondé sur l'innovation technologique et sociale, une société créative, une politique industrielle active, une agriculture de proximité et de qualité. Ensuite, la promotion d'une société de justice et de respect, fondée sur l'égalité réelle, avec des droits adaptés à chacun mais aussi des devoirs. Et, enfin, de nouvelles pratiques démocratiques pour que les citoyens contribuent réellement aux décisions et à la transformation de la société.

La stratégie de M. Sarkozy consiste à mettre la société sous tension, à susciter toutes sortes de rejet : de l'étranger, des Roms, de l'islam, à fermer le débat et ce faisant à enfermer le pays dans la crainte. Les slogans simplistes ne marchent plus : "Travailler plus pour gagner plus !", "la France des propriétaires !". On a vu ce que cela a donné ! Notre démarche est radicalement inverse. Les Français sont conscients de la complexité des sujets et attendent que nous leur montrions que ce que nous proposons est à la fois efficace et juste, et que nous les associons aux grands choix de notre pays.

Vous avez été moquée sur "la société du care"...

Le "care", c'est l'attention aux autres, le contraire d'une société dure et indifférente. La façon dont on vit ensemble, le lien social sont des questions majeures. La collectivité doit s'occuper de chacun. Mais chacun, dans chaque rue, dans chaque quartier, doit s'impliquer contre la solitude, le vieillissement, la perte d'autonomie. C'est ce que j'ai appelé à Lille "la ville de la solidarité", et cela marche. Le care, ce n'est pas l'assistance. Cela donne de nouvelles responsabilités à l'Etat qui doit personnaliser ses réponses. Et, pour nous, socialistes, c'est presque une révolution. Regardez l'éducation : longtemps, nous avons cru que l'école de Jules Ferry, avec les mêmes enseignants, les mêmes programmes, les mêmes moyens pour tous les élèves garantirait le succès de tous. Ce n'est pas le cas, car la société a changé. Pour amener chacun au plus haut, il faut accompagner chaque enfant avec ses difficultés mais aussi les richesses qui sont en lui, diversifier les pédagogies et les rythmes scolaires, encourager l'autonomie des enseignants, aider en priorité les établissements qui en ont le plus besoin.

Donc, vous ne direz pas : la droite a supprimé 100 000 postes nous les rétablirons...

Nous dirons : nous créerons des postes là où les besoins existent pour assurer la réussite scolaire.

Une façon de dire que l'Etat est pauvre...

Il faut sortir de ce sentiment destructeur que l'Etat ne peut plus rien. En matière de logement, par exemple, notre politique est ambitieuse mais elle s'autofinance. Nous avons pour ambition de construire 150 000 logements sociaux chaque année. Chaque programme de plus de 15 logements devra réunir un tiers de privé, un tiers d'accession sociale et un tiers de social. Nous voulons aussi instituer le blocage transitoire des loyers

au moment de la relocation, afin de donner aux villes en manque de logements le temps nécessaire à la construction des logements qui font défaut. Nos propositions seront intégralement financées en réaffectant une partie des avantages fiscaux qui sont consentis à ceux qui sont déjà propriétaires, tel le dispositif Scellier.

Partout, les attentes sont fortes. Comment y répondre ?

En retrouvant la maîtrise du temps, le souci du long terme. On ne change pas une société en quelques mois. Tout ce que nous proposons sera réalisé, mais il faut du temps, dix, quinze ans. Raison de plus pour définir clairement les priorités et leur financement. Nous dirons ce que nous ferons dès la première année. C'est le sens de la mission que j'ai confiée à Laurent Fabius. Pour relancer la machine, il faudra d'abord s'attaquer au chômage des jeunes en leur proposant des emplois d'avenir. Il faudra dégager des moyens nouveaux pour la police et la justice, abroger la réforme des collectivités locales et réaliser la troisième étape de la décentralisation, et mettre en oeuvre la réforme fiscale en commençant par l'impôt sur les sociétés dont nous modulerons le taux pour encourager les entreprises qui investissent.

La réforme fiscale financera-t-elle les autres réformes ?

En partie, avec les recettes de la croissance. Mais ce n'est pas le seul objectif. Il faut surtout rendre le système plus juste, en fusionnant l'impôt sur le revenu et la CSG et en rétablissant une véritable fiscalité du patrimoine. Les inégalités du patrimoine sont revenues au niveau du XIX^e siècle, c'est-à-dire au moment où le capitalisme était le plus agressif. En 2012, pour l'alternance, la réforme doit être prête. Sinon, nous savons très bien qu'elle ne se fera pas.

Allez-vous ramener le déficit public à 3 % en 2013 ?

Il faut remettre en ordre les finances publiques, mais avec un autre chemin, compatible avec la croissance, en France comme en Europe. Samedi, à Athènes, nous adopterons avec les partis socialistes européens un projet qui prend le contre-pied absolu du pacte dit de compétitivité de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

L'Europe doit aider les pays lourdement endettés à faire face à leurs dettes publiques, en leur permettant d'accéder à des taux d'intérêt plus favorables et si nécessaire à étaler leur remboursement dans le temps. Tout doit être fait pour éviter de faire des plans d'austérité brutaux qui cassent la croissance et l'emploi.

Parmi les premières mesures de 2012, vous évoquez la sécurité. Est-ce une urgence ?

L'échec de Nicolas Sarkozy est patent. Il a mis sous tension toute la société. Pour lui, les jeunes sont soit des paresseux, soit des délinquants ! Il n'a obtenu aucun résultat. Une société apaisée est une société du respect. Chacun doit respecter les règles et les autres. Au-delà des moyens pour la police et la justice, chaque acte d'incivilité ou de délinquance, et d'abord le premier, même le plus mineur, doit conduire à une sanction juste, proportionnée et rapide. Nous avons fait des réponses concrètes, appliquées dans nos communes.

Comment répondez-vous à la colère de l'électorat populaire ?

Le vote pour les extrêmes, et essentiellement pour l'extrême droite, exprime le vote de l'humiliation, la conviction qu'on est oublié, laissé-pour-compte, victime d'insupportables injustices. Plutôt que d'y apporter des réponses, Nicolas Sarkozy joue sur les peurs pour masquer ses échecs et ses turpitudes. Quand les injustices cessent d'alimenter la crise morale, le Front national n'augmente pas. A nous d'apporter aux Français les réponses concrètes et crédibles. Nous les avons. Nous les ferons.

La gauche prône le salaire maximum. Comment allez-vous le mettre en oeuvre ?

Aujourd'hui, dans les grandes entreprises, les rémunérations vont de 1 à 500. C'est inacceptable. Il faut que dans chaque entreprise, soit déterminée en accord avec les représentants des salariés, une échelle maximale des revenus, et dans les entreprises publiques, nous proposons de limiter cet écart de 1 à 20.

Est-ce le projet du PS ou celui de la candidate Martine Aubry ?

C'est le projet pour faire gagner notre candidat, mais surtout le projet que la France et les Français attendent.

* Martine Aubry est première secrétaire du PS